

Les prix et les coûts de l'industrie touristique suisse: une comparaison internationale

Entre 2000 et 2007, la compétitivité-prix de l'économie suisse du tourisme s'est nettement améliorée. Le tourisme suisse reste, cependant, nettement désavantagé sur ce plan ainsi que pour les coûts dans les comparaisons internationales. C'est ce que montre cet article dans une étude systématique et macroéconomique. Il évoque aussi les répercussions que des modifications des conditions-cadres et des structures de production du tourisme pourraient avoir sur la compétitivité-prix de cette branche économique.



Les prix dans l'économie touristique suisse sont en moyenne 12% supérieurs à ceux des quatre pays qui l'entourent. La différence pour le secteur hôtelier (hébergement et restauration) et les services de loisirs atteint même 13 et 16%.

Photo: Keystone

Le monde touristique suisse ne cesse de débattre du niveau des prix et des coûts. Des prix trop élevés constitue à l'évidence un important désavantage face à la concurrence; les salaires suisses reviennent en outre souvent sur le tapis, on les accuse d'être supérieurs à la moyenne internationale. Sur mandat d'Hotelleriesuisse et avec le soutien d'Innotour, le BAK Bâle a entrepris d'étudier les coûts et les prix de notre industrie touristique.

Le présent article procède d'abord à une comparaison internationale systématique. Il livre ensuite les résultats de divers scénarios montrant les effets des variations des conditions-cadres et des structures de production de notre industrie touristique. Sur la base des différences de prix et de coûts identifiées ainsi que des résultats des simulations effectuées,

il tire, enfin, quelques conclusions en matière de politique économique.

Des différences de prix toujours significatives...

La comparaison internationale révèle que les écarts de prix restent sensibles entre la Suisse et ses voisins dans le domaine du tourisme. En 2007, la différence était de 12 points de pourcentage par rapport à la moyenne de l'UE4 (Allemagne, Italie, France, Autriche); autrement dit, la Suisse étaient en moyenne 12% plus cher que ses quatre voisins, la différence la plus forte étant observée par rapport à l'Autriche (+15%).

L'analyse met toutefois en évidence de nettes différences d'une branche touristique à l'autre. Dans le secteur hôtelier (hébergement et restauration) tout comme dans les services de loisirs, les différences de prix entre la Suisse et les quatre pays limitrophes sont très marqués (+13% et +16%). Dans le secteur touristique du commerce de détail, en revanche, l'écart entre les pays de l'UE4 et la Suisse est nettement plus réduit (+8%). Il est le plus faible (+7%) dans le secteur des transports.



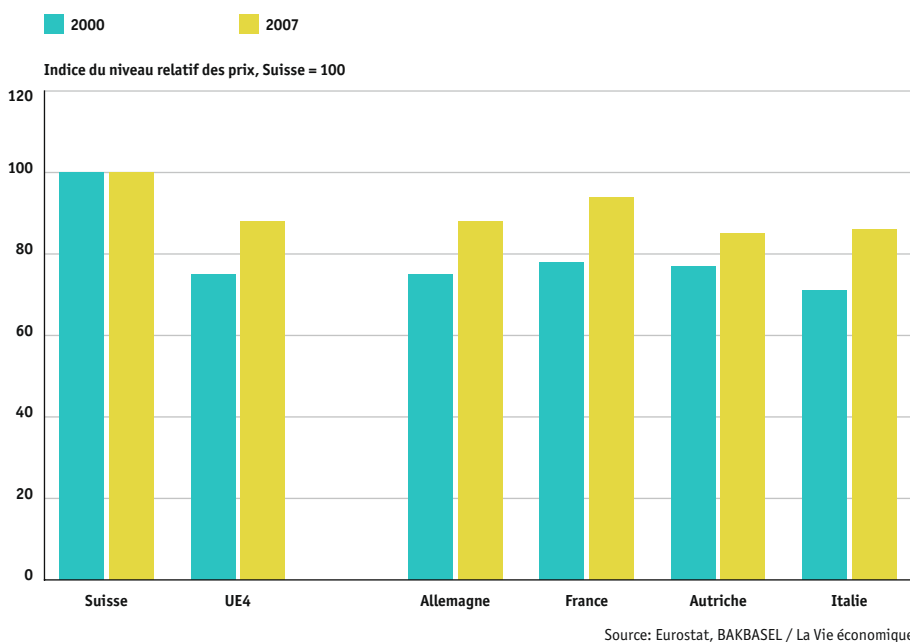
Christian Hunziker
Économiste, BAKBASEL



Natalia Held
Économiste, BAKBASEL

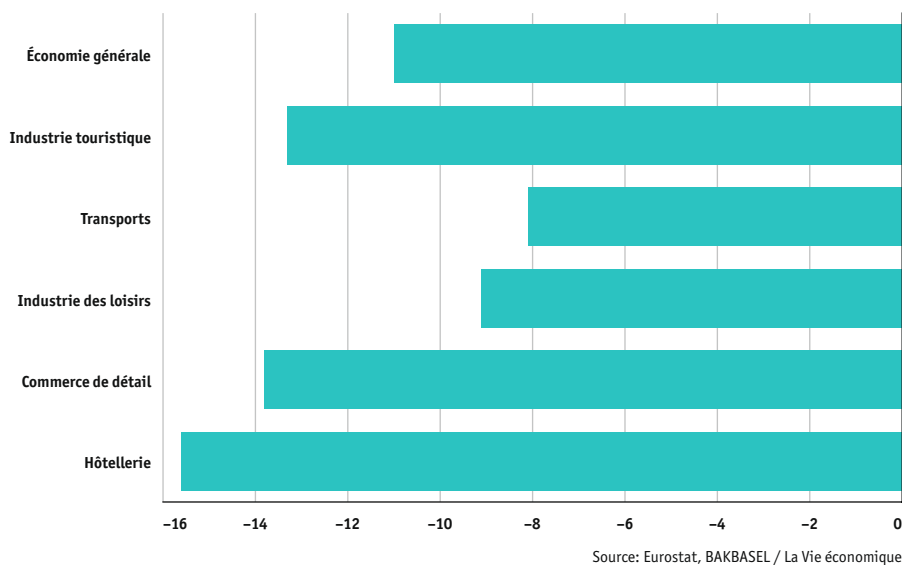
Graphique 1

Niveau relatif des prix dans l'industrie touristique, 2000 et 2007



Graphique 2

Variation des prix à la consommation dans l'industrie touristique, 2000-2007
Variation relative des prix suisses par rapport à la moyenne de l'UE4, en points de pourcentage



...mais nettement moins prononcées qu'en 2000

L'analyse dynamique de l'évolution relative des prix montre que les différences de prix entre l'industrie touristique suisse et celle des pays environnants se sont nettement réduites dans un passé récent; en l'occurrence de quelque 13 points entre 2000 et 2007. Le handicap concurrentiel du tourisme suisse en termes de prix s'est ainsi contracté de plus de moitié vis-à-vis de l'ensemble de ses voisins directs. Ce redressement est par-

tiellement imputable à l'évolution du change franc suisse/euro. Cependant, les prix se seraient tout de même rapprochés de 9 points sans ce facteur.

Parmi les diverses branches touristiques, c'est dans l'hôtellerie que l'écart entre les prix a le plus reculé (-15,6 points). Le commerce de détail lié au tourisme a amélioré sa compétitivité de 14 points. Le rapprochement a été un peu moins sensible, mais reste appréciable dans le secteur des transports (-8,1 points) et les services récréatifs (-9,1 points).

Un coût du travail et des intrants nettement plus élevés en Suisse

Si l'on prend comme éléments de comparaison les deux grands blocs de dépenses de l'industrie touristique (coûts des intrants et du travail), on constate qu'ils confèrent à l'économie touristique des quatre pays environnants un avantage de 20 points en

Encadré 1

Bases méthodologiques pour l'évaluation des prix

Cette comparaison internationale repose sur les niveaux relatifs des prix à la consommation. Pour calculer ces derniers, on se fonde sur les prix relatifs – appelés également *parités de pouvoir d'achat (PPA)* – recensés par les services statistiques nationaux. La procédure de l'enquête sur les prix a été fixée pour tous les États membres par l'Office statistique des Communautés européennes Eurostat (en coopération avec l'OCDE).

Pour prendre une comparaison avec l'Allemagne, une PPA de 1,9 CHF/€ signifie, par exemple, qu'un panier-type de marchandises valant en Allemagne 100 € coûtera en Suisse 190 francs. Pour comparer le niveau des prix dans ces deux pays, il faut également tenir compte des cours de change réels de leurs devises respectives. Ce niveau relatif des prix fait habituellement l'objet d'une présentation indexée, avec la valeur 100 pour le pays de référence (dans notre cas la Suisse). Dans la littérature spécialisée, le niveau relatif des prix est désigné habituellement par le sigle CPL (Comparative Price Level).

Évaluation spécifique à l'industrie touristique

Les PPA du niveau inférieur de produit présentent un très haut degré de spécification. La liste des produits comprend au total 2500 biens de consommation et services. Pour l'analyse se rapportant spécifiquement au tourisme helvétique, un panier-type caractéristique a été établi. Le «panier-type du tourisme suisse» défini pour cette enquête se compose des quatre secteurs touristiques importants: hôtellerie-restauration, transports, services de loisirs et commerce de détail. Des paniers-types touristiques ont été constitués pour ces secteurs à partir des divers groupes de marchandises affichés dans les statistiques PPA. Pour l'évaluation, l'on n'a pas seulement retenu les principaux groupes de marchandises, mais aussi veillé très attentivement à ne prendre en considération que les marchandises et groupes de marchandises pertinents pour l'économie touristique.

moyenne par rapport à la nôtre. Notons ici que le coût du travail – mesuré aux coûts salariaux unitaires (voir encadré 2) – présente des différences supérieures à celui des intrants. Les surcoûts salariaux unitaires qui caractérisent le tourisme suisse par rapport à la concurrence étrangère sont autant imputables au poids des rémunérations qu'à la moindre productivité du travail. Nos handicaps les plus marqués s'observent par rapport à l'industrie touristique autrichienne, qui parvient à maintenir les coûts du travail et des intrants à des niveaux inférieurs aux nôtres (-44% et -16%).

On observe qu'entre 2000 et 2007, les coûts des intrants et du travail ont évolué en ciseaux. Dans le premier cas, le tourisme suisse a réussi à réduire son handicap de 9 points. Les coûts du travail corrigés de la productivité horaire (charges salariales unitaires) se sont, en revanche, détériorés de 5 points.

Décomposition analytique de l'«îlot de cherté suisse»

Une part importante des différences de prix peut s'expliquer par les facteurs de coûts passés en revue de même que par la différence des taux de TVA. En moyenne de l'UE4, les différences entre les facteurs de coûts étudiés sont analogues, dans l'ensemble, à celles constatées pour les prix.

Le graphique 4 met en évidence la contribution des divers facteurs de coûts à la cherté

helvétique, en montrant de quel pourcentage les prix du tourisme helvétique pourraient diminuer (ou augmenter) en toute hypothèse si, toutes choses demeurant égales par ailleurs, le facteur considéré se situait dans la moyenne de l'UE4. En décomposant l'«îlot de cherté suisse», il apparaît que les prix à la consommation de l'industrie touristique des pays limitrophes – France, Allemagne, Autriche et Italie – par rapport aux nôtres sont en moyenne:

- 11% inférieurs du fait de coûts du travail moindres;
- 9% inférieurs grâce à des intrants meilleur marché;
- 6% supérieurs en raison de la TVA;
- 2% supérieurs à cause de divers facteurs spéciaux.

Analyses de scénarios sur le libre échange et la déréglementation

Les considérations ci-dessus montrent que les désavantages concurrentiels que subit l'industrie touristique suisse en raison de ses coûts pèsent très lourd au plan international. Il est donc utile d'analyser l'impact que des modifications touchant à l'économie et à la politique menée en son nom pourraient avoir sur ces écarts de prix et de coûts.

Trois scénarios ont été développés et calculés à cette fin. Le scénario «libre-échange» se base sur la suppression complète des barrières à l'importation dans le domaine des

Encadré 2

Bases méthodologiques de la comparaison des coûts

Les prestations préalables et les coûts du travail sont au cœur de l'analyse des divers facteurs de coûts. Deux sources principales d'informations sont utilisées dans ce domaine: les données internationales de branches de la «banque de données IB» de BAK Bâle et la statistique d'Eurostat sur les coûts de la main-d'œuvre.

Comparaison des coûts des intrants

Le point de départ de la comparaison des coûts de consommation intermédiaire (ou intrants) est la question des prix relatifs des branches qui fournissent ces prestations à l'industrie touristique. Contrairement au calcul des PPA sur la base des prix à la consommation («expenditure-approach»), l'analyse se focalise sur les niveaux relatifs des prix à la production («industry-of-origin-approach»).

Comparaison des coûts du travail

L'analyse du coût de travail doit prendre en compte tant les salaires et les traitements bruts que les charges salariales. En effet, ce dernier élément donne lieu à des différences significatives au plan international. Les charges salariales annexes comprennent notamment les cotisations de l'employeur aux assurances sociales prévues par la loi, les conventions collectives de

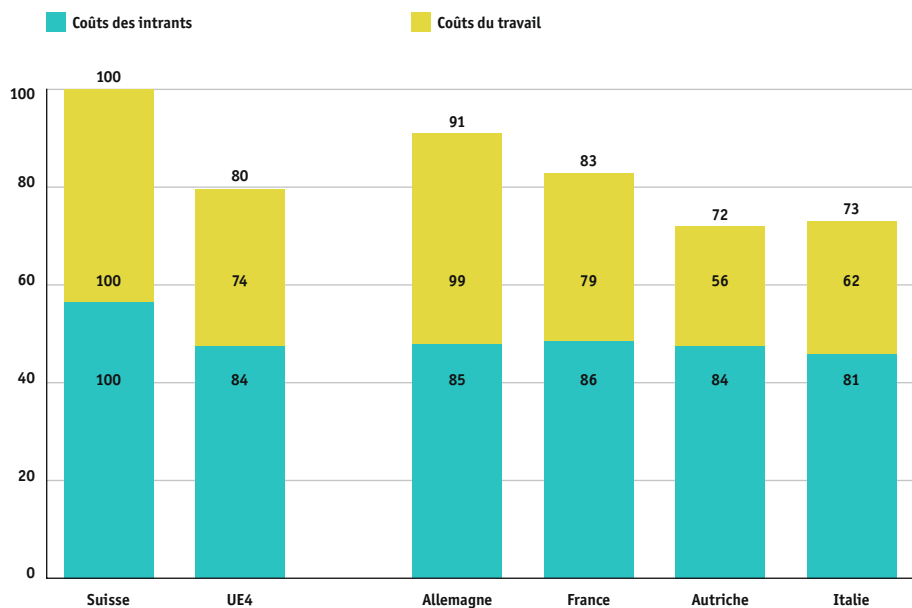
travail et les contrats de travail, ainsi que les cotisations librement versées et les prestations sociales directes comme le maintien du salaire en cas de maladie.

Dans l'analyse du facteur travail, cependant, la seule prise en considération des coûts nominaux est insuffisante. En effet, pour déterminer l'impact d'un niveau élevé de coût du travail sur la rentabilité de l'entreprise, l'analyse doit certes prendre en compte le coût, mais aussi la «performance» du facteur travail.

Cette approche implique la comparaison des *coûts salariaux unitaires*. Ce concept désigne le coût du travail par unité produite et exprime le coût du travail nécessaire à la production d'une unité produite d'une valeur d'un franc. Les coûts salariaux unitaires supérieurs à la moyenne s'expliquent soit par un coût du travail trop élevé par heure, soit par une productivité horaire inférieure à la moyenne.

Graphique 3

Les principaux facteurs de coûts de l'industrie touristique
Indice 2007, Suisse = 100

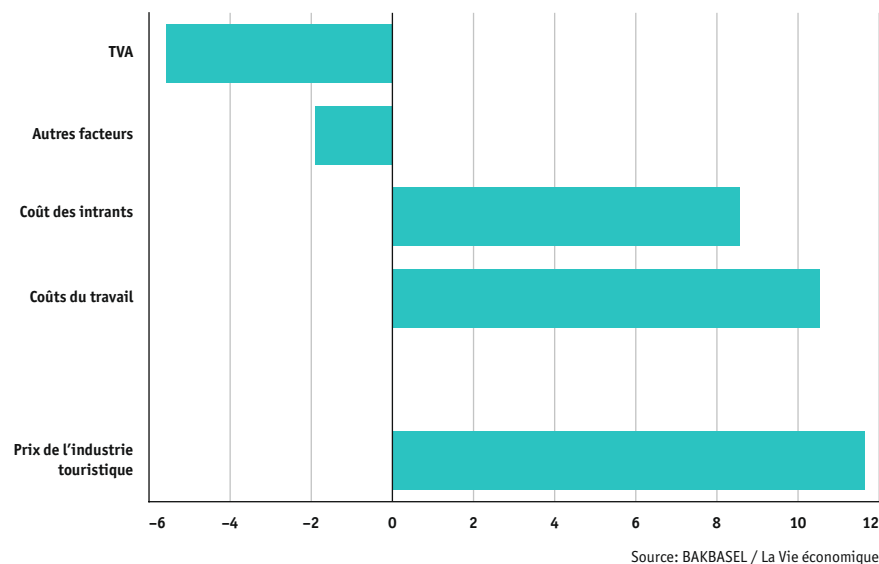


Légendes: les colonnes indiquent l'importance de chaque facteur dans les coûts totaux du pays considéré; son indice par rapport à la Suisse est inscrit sur le tronçon considéré. Ainsi, le coût des intrants pour le tourisme allemand atteint 85% de la valeur du même facteur en Suisse. Source: BAKBASEL / La Vie économique

Graphique 4

Décomposition de l'«îlot de cherté suisse»

Facteurs contribuant à l'écart de prix par rapport à la moyenne de l'UE4, en points de pourcentage



Source: BAKBASEL / La Vie économique

denrées alimentaires. Le scénario «libre échange et dérèglementation» implique, outre le démantèlement des barrières à l'importation, une dérèglementation sur le marché intérieur des quatre principaux secteurs réglementés: transports, télécommunication, énergie et agriculture. Enfin le scénario «productivité accrue de l'industrie touristique»

indique les effets que pourrait avoir un gain de productivité sur la branche du tourisme.

Les calculs correspondant aux divers scénarios montrent que l'élimination des entraves à l'importation réduirait de 1,4 point la différence de prix entre l'industrie touristique suisse et celle des pays environnants si les baisses de coûts étaient entièrement répercutées sur la clientèle. Une libéralisation ultérieure du marché domestique améliorerait nettement le potentiel de baisse de prix qui pourrait atteindre 5,2 points. La conjonction de l'ouverture actuelle de l'économie helvétique sur l'extérieur et d'une dérèglementation supplémentaire du marché intérieur aurait pour effet de renforcer sensiblement la compétitivité internationale du tourisme suisse.

Le troisième scénario, celui d'une élévation du degré de productivité de l'hôtellerie suisse au niveau des pays environnants, promet aussi une nette amélioration de la position concurrentielle de l'industrie touristique suisse, avec un potentiel de baisse de prix par rapport à la moyenne de l'UE4 qui pourrait se situer entre 1,9 et 4,8 points.

Conclusion et recommandations

Sur le plan de la compétitivité-prix internationale, le tourisme suisse présente des faiblesses imputables à des conditions de production trop coûteuses. Celles-ci proviennent tant de la politique économique poursuivie que de facteurs propres à la branche. Pour renforcer la compétitivité internationale du tourisme suisse, il convient donc d'améliorer le cadre général d'activité et d'engager des réformes structurelles au sein de la branche.

Améliorations du cadre général d'activité

Pour améliorer les conditions-cadres de la branche, il faut à la fois une libéralisation aussi large que possible des échanges internationaux de marchandises et une dérèglementation du marché intérieur. En matière de libéralisation des échanges internationaux, la priorité, pour le secteur touristique, doit aller au démantèlement des droits d'entrée (p. ex. des droits de douane sur les produits agricoles), et des obstacles non tarifaires au commerce. Sur le marché intérieur, des mesures de libéralisation s'imposent avant tout dans des secteurs de dérèglementation importants comme l'énergie, les transports, les communications et l'agriculture.

Réformes structurelles

Les gains de productivité – notamment dans l'hôtellerie – sont au cœur des réformes structurelles indispensables à l'industrie tou-

ristique suisse. Cet objectif impose de prendre diverses mesures pour flexibiliser la main-d'œuvre et renforcer la structure des qualifications. Parallèlement, il faut accroître les investissements dans le tourisme et réaliser des économies d'échelle. Élever le degré d'utilisation des capacités de production offre aussi une possibilité supplémentaire non négligeable d'améliorer la productivité. À ce titre, il faut éviter de freiner l'éviction du marché des entreprises non concurrentielles et préserver les conditions d'une intense concurrence entre les prestataires de services touristiques. Un moyen prometteur d'augmenter le degré d'utilisation des capacités est une prospection intense et efficace, à l'aide d'instruments de marketing et de vente adéquats, des marchés demandeurs de prestations touristiques.

touristique par excellence. En revanche, il n'est possible de maximiser leur effet global qu'à partir du moment où elles sont planifiées et transposées de façon coordonnée. Voilà pourquoi il convient de préférer à des mesures éparées un véritable train de réformes, si possible contraignant, et assorti d'un calendrier d'application. ■

Un train de réformes plutôt que des mesures isolées

Les diverses mesures de libéralisation, combinées aux réformes structurelles mises en œuvre par l'industrie touristique elle-même, contribuent toutes à améliorer la compétitivité internationale de la Suisse, pays



SUISSEUROPE

Fournir des informations de référence sur

- la politique européenne de la Suisse
- l'évolution des relations bilatérales
- le processus d'intégration de l'UE

C'est le propos de SUISSEUROPE, le bulletin du Bureau de l'intégration DFAE/DFE.

SUISSEUROPE est bilingue (français/allemand) et paraît trois ou quatre fois par an.

L'abonnement est gratuit.

Bureau de l'intégration DFAE/DFE
 Information
 Palais fédéral Est
 3003 Berne
 Tél. + 41 31 322 22 22
 europa@ib.admin.ch
 www.europa.admin.ch

